



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONTRE LA MISE À MORT DE NOS EMPLOIS ORGANISER LA RIPOSTE DU MONDE DU TRAVAIL

BULLETIN NPA

12 JANVIER 2021

A l'occasion de ses « vœux » de nouvel an, c'est par voie de presse que la direction de Michelin a annoncé un « plan de simplification et de compétitivité ». Objectif : supprimer 2.300 emplois en France d'ici à 2024.

Après le japonais Bridgestone à Béthune, en septembre dernier, sous prétexte de « sauvegarder la compétitivité », c'est donc au tour de Michelin, un des leaders mondiaux du pneumatique, d'annoncer des suppressions d'emplois. Pourtant, comme Bridgestone, Michelin a bénéficié à plein des aides publiques, nos impôts, avec notamment 75 millions d'euros de Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Ce qui lui a permis de réaliser, depuis 10 ans, des bénéfices annuels dépassant le milliard et demi d'euros et de gaver ses actionnaires avec 500 millions d'euros de dividendes par an.

UNE VÉRITABLE SAIGNÉE

Ces annonces de destructions massives d'emplois, y compris dans des entreprises qui ne risquent pas la faillite, démontrent que ce n'est pas la crise sanitaire qui est responsable, mais le capitalisme. Pour continuer de dégager des profits maximums, les capitalistes exploitent la crise du Covid pour réorganiser la production et l'économie.

Alors que les bénéfices des grandes entreprises du CAC 40 et les dividendes explosent, que les fortunes des milliardaires s'envolent, une vague de destructions d'emplois s'est mise en route. En 2020, les procédures collectives de licenciement ont triplé par rapport à 2019. Et depuis mars 2020, 700 plans de plus de 10 licenciements ont été enregistrés. Il faut évidemment y ajouter les fins de CDD, les non renouvellements d'intérim et les ruptures conventionnelles. Résultat : le taux de chômage des jeunes atteint aujourd'hui 20 %.

Mais selon l'Office Français de Conjoncture Économique (OFCE), de nombreuses entreprises, qui ont pu éviter la faillite en 2020, grâce aux aides de l'état, ne pourront pas y échapper en 2021 : 200.000 emplois seraient à nouveau menacés.

Face à ce carnage social, la seule réponse du gouvernement aura été son soi-disant « plan de relance » : 100 milliards « d'argent magique » versés au patronat, véritable chèque en blanc sans aucune

contrepartie, ni aucun contrôle...

CONTRE LE CARNAGE SOCIAL IL EST TEMPS DE RIPOSTER

Face à l'avalanche des fermetures d'entreprises et des destructions d'emplois dans tous les secteurs, on sait qu'on ne gagnera pas cette guerre sociale entreprise par entreprise, secteur par secteur. L'urgence est de construire la convergence de toutes celles et tous ceux qui ne veulent plus payer la crise, pour frapper toutes et tous ensemble.

Pour y contribuer, un collectif d'organisations syndicales, à l'initiative de la CGT du voyageur TUI, appelle à une première **Manifestation nationale à**

Paris le samedi 23 janvier, pour l'interdiction des licenciements et contre les suppressions des postes dans les services publics.

Dans ce mois de janvier, qui verra également se succéder les journées de mobilisation sectorielle dans la santé, l'éducation ou l'énergie pour converger sur la journée de grève interprofessionnelle pour l'emploi du 4 février, cette initiative de la CGT TUI est une première étape pour avancer dans le nécessaire regroupement des entreprises frappées par les destructions d'emplois.

BRISER LA MAIN MISE DES CAPITALISTES SUR L'ÉCONOMIE

Mais en finir avec la logique économique capitaliste, où le surtravail des uns côtoie le chômage des autres, ça passe nécessairement par l'interdiction des licenciements, de toutes les destructions d'emplois et le partage du travail entre toutes et tous par la réduction du temps de travail, sans perte de salaire, jusqu'à la disparition du chômage. Objectifs évidemment insupportables pour les capitalistes, et qu'il faudra, pour les atteindre, priver de la propriété des moyens de production et du pouvoir patronal qui en découle.

Parole de patron



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook

